

DIALOGUE COMPETITIF POUR
L'ETUDE, LA CONCEPTION, LA FABRICATION, LA
FOURNITURE ET L'INSTALLATION D'UN DISPOSITIF
D'ENCEINTES METABOLIQUES A AMBIANCE CONTRÔLÉE
POUR GROS RUMINANTS
SUR LE SITE DE INTRABOIS (63122)
DU CENTRE INRAE CLERMONT-AUVERGNE-RHONES-ALPES

CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(C.C.A.P.)

La procédure de passation utilisée est : la procédure du dialogue compétitif. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-4, R. 2124-6 et R. 2161-24 à R. 2161-31 du Code de la commande publique.

Maître de l'ouvrage :

**INSTITUT NATIONAL RECHERCHE POUR L'AGRICULTURE,
L'ALIMENTATION ET L'ENVIRONNEMENT**

**Etablissement public de l'Etat à caractère
Scientifique et Technologique**

Version	Indice	Date d'émission	Document rédigé par	Relu et corrigé par	Validé par	Modification
FINALE	A	10/07/2025	F. Delosière	A Combre	F Delosière	

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER - OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 - Objet du marché - Emplacement des travaux - Domicile de l'entrepreneur	4
1.2 - Lots	5
1.3 - Niveau de prestations	5
1.4 - Tranches et Prestations supplémentaires	6
1.5 - Travaux intéressant la défense	6
1.6 - Contrôle des prix de revient	6
1.7 - Intervenants	7
1.7.1 - Le titulaire	7
1.7.2 - Maîtrise d'ouvrage	7
1.8 - Réunions	8
ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	8
ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES	9
3.1 - Répartition des paiements	9
3.2 - Contenu des prix	9
3.3 - Règlement des comptes - Travaux en régie	10
3.3.1 - Rémunération des prestations	10
3.3.2 - Dates d'exigibilité des acomptes	11
3.3.3 - Modalités du règlement des comptes du marché	12
3.3.4 - Règlement des prestations ou des travaux modificatifs non prévus	13
3.3.5 - Travaux en régie	13
3.4 - Variation dans les prix	13
3.4.1 - Type de variation des prix :	13
3.4.2 - Mois d'établissement des prix du marché :	13
3.4.3 - Choix des index de référence :	13
3.4.4 - Modalités de variation des prix :	14
3.4.5 - Variations des frais de coordination :	14
3.4.6 - Révision provisoire :	14
3.4.7 - Application de la taxe à la valeur ajoutée :	14
3.5 - Paiement des co-traitants	15
3.6 - Paiement des sous-traitants	15
3.6.1 - Désignation de sous-traitants en cours de marché :	15
3.6.2 - Modalités de paiement direct :	15
ARTICLE 4 - DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES – ORDRE DE SERVICE	16
4.1 - Délai d'exécution des travaux	16
4.1.1 - Calendrier prévisionnel d'exécution	16
4.1.2 - Calendrier détaillé d'exécution	16
4.2 - Prolongation des délais d'exécution propres aux différents lots	17
4.3 - Pénalités et retenues	18
4.3.1. Retard dans la remise des documents en phase études	18
4.3.2 - Retard sur le délai d'exécution	18
4.3.3 - Retard sur le délai de levée des réserves	18
4.3.4 - Retard sur le délai d'intervention sous garantie	18
4.3.5 - Information du maître de l'ouvrage	19
4.3.6 - Documents remis après exécution des travaux	19
4.3.7 - Absence d'un représentant du titulaire à une réunion	19
4.3.8 - Pénalités diverses pendant la phase 3	19
4.3.9 - Cumul des pénalités	20
4.3.10 - Révision des pénalités et exonération	20
4.4 - Remise en état des lieux	20
4.5 - Délai et retenues pour remise des documents fournis après exécution	20
4.5.1 - D.O.E	20
4.5.2 - D.G.D.	20

ARTICLE 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	21
5.1 - Retenue de garantie	21
5.2 - Avance	21
ARTICLE 6 - QUALITE, CONTROLE DES MATERIAUX ET PRODUITS	21
ARTICLE 7 - PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU MODIFICATIVES	22
7.1 - Modifications résultant d'une demande du maître de l'ouvrage	22
7.2 - Modifications résultant d'une proposition du titulaire	22
7.3 - Modalités pratiques	22
ARTICLE 8 - PROVENANCE – QUALITE – CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS	23
8.1 - Provenance des matériaux et produits	23
8.2 - Caractéristiques – Qualités – Vérifications des matériaux et produits	23
8.2.1– <i>Caractéristiques</i>	23
8.2.2– <i>Qualités – Vérifications des matériaux et produits</i>	23
ARTICLE 9 – IMPLANTATION DES OUVRAGES	23
9.1 - Plan général d'implantation	23
9.2 - Piquetage général	24
ARTICLE 10 – ORGANISATION, HYGIENE ET SECURITE	24
10.1 – Salle de réunion	24
10.2 – Base Vie	24
10.3 – Plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS)	24
10.4 – Plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (PPSPS)	24
10.5 – Plans de prévention d'intervention d'entreprises extérieures	25
10.6 – Pouvoirs du coordonnateur de sécurité et de protection de la santé	25
10.7 – Information du maître de l'ouvrage	25
ARTICLE 11 – APPROBATION DES ETUDES DE CONCEPTION - VISA DES DOCUMENTS D'EXECUTION	26
11.1 - Généralités	26
11.1.1- <i>Documents informatiques</i>	26
11.1.2 - <i>Documents matérialisés</i>	27
11.1.3 – <i>Formalisation</i>	27
11.2 - Approbation des études de conception	27
11.2.1 <i>Décisions</i>	27
11.2.2 <i>Réception des prestations</i>	28
11.2.3 <i>Ajournement des prestations</i>	28
11.2.4 <i>Réception avec réfaction</i>	28
11.2.5 <i>Rejet</i>	28
ARTICLE 12 – CONTROLE ET RECEPTION	29
12.1 - Essais et contrôles des ouvrages	29
12.1.1- <i>à l'initiative et sous la responsabilité du titulaire</i>	29
12.1.2 - <i>à l'initiative du maître de l'ouvrage et en concertation avec le titulaire</i>	29
12.2 - Opérations préalables à la réception	30
12.3 - Réception et levée des réserves	31
12.4 - Documents fournis après exécution	31
12.5 - Garantie	32
12.6 - Suivi de la garantie	32
12.6.1– <i>Le cahier de suivi de garantie</i>	32
12.6.2– <i>Visite de fin du délai de garantie</i>	33
ARTICLE 13 – RESILIATION DU MARCHE	33
ARTICLE 14 – RESPONSABILITES ET ASSURANCES	33
14.1 - Préambule	33
14.2 - Assurances	33
ARTICLE 15 – UTILISATION DU RESULTAT DES ETUDES REALISEES DANS LE CADRE DU MARCHE	35
15.1 - Droits du maître d'ouvrage	35
15.2 - Droits du titulaire	35
15.3 - Inventions, connaissances acquises, méthodes et savoir-faire	35
15.4 - Garanties	36
ARTICLE 16 - OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE ET DE DISCRETION	36
ARTICLE 18 - PRECISIONS ET DEROGATIONS AU CCAG-MI	37

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

ARTICLE PREMIER - OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 - Objet du marché - Emplacement des travaux - Domicile de l'entrepreneur

Le présent dossier de consultation concerne le Dialogue Compétitif organisé pour l'étude, la conception, la fabrication, la fourniture, l'installation et la mise en service d'un dispositif d'enceintes métaboliques à ambiance contrôlée pour grand ruminants.

L'Institut National de Recherche pour l'Agriculture, l'Alimentation et l'Environnement Agronomique (INRAE) est maître d'ouvrage de l'opération.

Lieu d'exécution du marché :

- Site INRAE des INTRABOIS – 63122 Saint Genès-Champanelle
([repère google maps](#))

La procédure de passation utilisée est la procédure du dialogue compétitif. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-4, R. 2124-6 et R. 2161-24 à R. 2161-31 du code de la commande publique.

Le pouvoir adjudicateur à recours à la procédure de dialogue compétitif au motif que son besoin ne peut être satisfait sans adapter des solutions immédiatement disponibles et qu'il comporte des prestations de conception.

La description de l'ensemble des besoins et de ses composantes techniques est précisée dans le Programme Technique joint au marché :

- Dans sa version « beta » en phase candidature
- Dans sa version « finale » en phase dialogue/offre.

Par la suite et sauf indication contraire, le groupement ou le mandataire du groupement, est désigné par « le titulaire ».

A défaut d'indication dans l'acte d'engagement du domicile élu par l'entrepreneur à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites à la Mairie de Clermont-Ferrand jusqu'à ce que l'entrepreneur ait fait connaître au maître de l'ouvrage l'adresse du domicile qu'il aura élu.

Le présent marché fait l'objet de 4 phases qui structureront son exécution, à savoir :

- Une 1ère phase (PHASE 1), courant à compter de la date de notification du présent marché jusqu'à la réception des premiers éléments du dispositif d'enceintes métaboliques :
 - **Phase 1. : Etudes**
 - Les études de conception et autres livrables ;
 - La gestion des interfaces entre le présent marché et les autres marchés avec lequel Ledit marché est en interface telles que décrites dans le programme ;
 - La réalisation de prestations intellectuelles.

- Une 2nde phase (PHASE 2), courant à compter de la réception et validation des études du dispositif d'enceintes métaboliques jusqu'à la phase d'installation des équipements :
- **Phase 2. : Fabrication, assemblage, développement et pré-tests**
 - La réception des éléments constituant le dispositif d'enceintes métaboliques
 - Le montage et l'installation in-situ des éléments constitutifs du dispositif (éléments de construction de l'équipement, d'alimentation aux utilités (énergies, fluides, réseaux informatiques)
 - Les développements techniques
 - Les tests fonctionnels unitaires et des sous-systèmes
- Une 3^{ème} phase (PHASE 3), courant à compter de la phase d'installation jusqu'à la date de mise en service :
- **Phase 3. : Installation, essais, formations, mise en service**
 - La livraison des équipements,
 - L'intégration, validation et installation de l'ensemble des équipements d'exploitation embarqués fournis par des marchés connexes,
 - La gestion des interfaces entre le présent marché et les autres marchés avec lequel ledit marché est en interface telles que décrites dans le PFD ;
 - La fourniture des équipements de maintenance spécifiques,
 - Les essais d'intégration et de validation sur site,
 - Les essais d'endurance (Marche à blanc, VSR)
 - L'ensemble des essais nécessaires à la qualification, et en collaboration avec le qualificateur.
 - La formation et le transfert de compétences auprès de l'exploitant (INRAE ou Autre)
 - La réalisation de prestations intellectuelles comprenant la Remise de l'ensemble de la documentation technique de l'installation (DOE, fiches techniques, notice de fonctionnement, notice d'entretien, ...)

1.2 - Lots

S'agissant d'un marché global, il n'y a pas d'allotissement.

1.3 - Niveau de prestations

Il est entendu que le titulaire doit toutes les prestations expressément décrites non seulement dans son offre mais également toutes les prestations nécessaires pour réaliser un équipement complet, adapté à son usage, respectant les éléments du programme et fonctionnant de manière satisfaisante.

Toutes les prestations (qu'elles soient techniques et/ou fonctionnelles) proposées par le titulaire à un stade quelconque de la procédure ou de la réalisation de l'équipement, et présentant un niveau de performance supérieur à celui du programme, sont réputées acquises par le maître de l'ouvrage.

Pour les prestations présentant un niveau de performance inférieur à celui du programme, ce sont celles du programme qui priment sauf acceptation formelle de l'écart par le maître de l'ouvrage.

De ce fait, toute disposition prévue par un cahier des charges produit par le titulaire et ne répondant pas aux spécifications particulières du programme sera réputée non écrite si elle n'est pas expressément signalée comme telle.

1.4 – Tranches et Prestations supplémentaires

La consultation est divisée en une tranche ferme, deux tranches optionnelles et deux prestations supplémentaires éventuelles facultatives :

- **Tranche Ferme** : Étude, conception, fabrication, fourniture, installation et mise en service d'un dispositif de 4 enceintes métaboliques à ambiance contrôlée pour grand ruminants et Acquisition d'un Analyseur de Gaz Animal
- **Tranche Optionnelle 1 – TO1** : Fourniture/Installation d'un Analyseur de Gaz Animal et Effluent
- **Tranche Optionnelle 2 – TO2** : Fourniture/Installation d'Auges de nutrition avec peson
- **Prestations Supplémentaires Éventuelles Facultatives 1 – PSEF1** : Fourniture/Installation de stores
- **Prestations Supplémentaires Éventuelles Facultatives 2 – PSEF2** : Fourniture/Installation d'un volet de fermeture sur face extérieure

La réalisation des tranches optionnelles ne revêt aucun caractère obligatoire, le pouvoir adjudicateur décide librement de l'affermir ou non.

La décision du pouvoir adjudicateur d'affermir les tranches optionnelles sera notifiée au titulaire du marché par ordre de service.

L'affermissement des tranches optionnelles pourra être décidée à tout moment et au plus tard, sous un délai de 6 mois à compter de la notification de la tranche ferme.

Si aucune décision d'affermissement n'est notifiée au titulaire dans le délai cité ci-avant, les tranches optionnelles sont réputées considérées comme abandonnées.

Le non affermissement d'une tranche optionnelle dans le délai imparti n'ouvre droit à aucune indemnité (de retard ou de dédit) au bénéfice du titulaire.

En cas d'affermissement, le commencement d'exécution de la tranche optionnelle considérée fera l'objet d'un ordre de service.

1.5 - Travaux intéressant la défense

Sans objet.

1.6 - Contrôle des prix de revient

Sans objet.

1.7 - Intervenants

1.7.1 – Le titulaire

Le titulaire du présent marché s'engage, pour l'exécution de sa mission, à affecter le personnel prévu dans sa proposition, tant au niveau de la qualification que de la durée d'affectation.

Pour chacune des prestations de conception, réalisation, installation, essais et mise en service, il nomme la personne responsable du dossier, interlocuteur privilégié de la maîtrise d'ouvrage.

❖ Sous-traitance

Chacun des membres du groupement peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de ses missions, à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

Les sous-traitants proposés par le mandataire ou un cotraitant devront présenter des garanties professionnelles et financières en rapport avec la nature et l'importance des travaux/missions sous-traités.

En vue d'obtenir leur acceptation, le mandataire ou le cotraitant devra remplir, pour chacun des sous-traitants, un acte spécial dont un modèle est disponible à l'adresse ci-dessous :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Le mandataire ou le cotraitant devra fournir à l'appui de ce document toutes les pièces citées dans ce modèle. L'acte spécial proposé par un cotraitant devra être visé par le mandataire du groupement.

1.7.2 - Maîtrise d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage est assurée par l'Unité expérimentale Herbipôle n°1414 et le service achats marchés du Centre INRAE Clermont-Auvergne-Rhône-Alpes.

Elle peut, en tant que de besoin, confier des missions relevant de sa compétence et se faire représenter par un ou plusieurs organismes extérieurs, appelés « assistant du maître de l'ouvrage ».

Ces missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage pourront porter notamment, et de façon non exhaustive ni limitative, sur :

- l'analyse des offres ;
- les procédures d'autorisations administratives ;
- la validation des plans et échantillons au regard de leur conformité au programme ;
- le contrôle de la procédure de visa des plans avant exécution ;
- le contrôle de l'exécution du marché et des prestations qui en découlent ;
- le contrôle externe de qualité, relevant du maître de l'ouvrage ;
- ...

INRAE se réserve la possibilité si besoin de missionner un Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé (CSPS) pour assurer la sécurité du chantier.

Les missions qui sont ainsi confiées aux différents assistants du maître de l'ouvrage sont portées à la connaissance du titulaire du marché pour son information.

1.8 - Réunions

Le titulaire assure l'organisation et la direction des réunions dont la fréquence est définie en fonction des phases :

- Phase 1 : 1 réunion par semaine (au maximum)
- Phase 2 : 1 réunion tous les 15 jours (à minima)
- Phase 3 : réunion hebdomadaire

Le maître de l'ouvrage et ses représentants sont invités à chacune de ces réunions.

La rédaction et la diffusion des comptes rendus de ces réunions, ainsi que l'information du maître de l'ouvrage et de ses représentants sur l'état d'avancement des études, de la réalisation, ainsi que des modifications prévisibles sur l'ensemble de ces domaines est à la charge du titulaire et feront l'objet d'un unique compte rendu.

Le titulaire transmettra les comptes rendus à la liste de diffusion communiquée par le maître d'ouvrage, dans un délai maximal de 48 heures.

Les réunions se dérouleront principalement en présentiel dans les locaux du Centre INRAE Clermont-Auvergne-Rhône-Alpes :

- **Site des INTRABOIS – Theix, 63122 Saint Genès-Champanelle**

D'un commun accord les réunions de la phase 1 pourront se tenir en visio-conférence, suivant la nature et les sujets à l'ordre du jour de ladite réunion. Pas de visio conférence possible pour les réunions des phases 2 et 3.

Chacune des parties pourra lorsqu'elle l'estime nécessaire solliciter la tenue d'une réunion.

ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- ✓ Acte d'engagement (AE) et ses annexes
- ✓ Présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- ✓ Le Programme Fonctionnel Détaillé (PFD) assorti de la totalité de ses annexes
- ✓ Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics industriels (CCAG MI), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 modifié par l'arrêté du 30 septembre 2021,
- ✓ Le calendrier prévisionnel d'exécution établi par le titulaire et remis à l'issu du dialogue, complétés des éléments issus de la mise au point du marché et relatifs à ce document. A ce calendrier, se substituera le calendrier détaillé d'exécution prévu à l'article 4.1.2 du présent CCAP.
- ✓ L'offre technique du titulaire, le pouvoir adjudicateur se réservant la possibilité de ne pas contractualiser la totalité des pièces de l'offre du titulaire à l'occasion de la mise au point du marché.

Les dispositions de chacune de ces pièces ne s'imposent contractuellement que dans la mesure où elles ne dérogent pas aux dispositions des pièces qui lui sont supérieures au regard de l'ordre de priorité susvisé.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois (M0) correspondant au mois de remise de l'offre finale.

Par ailleurs, le titulaire ne pourra se prévaloir dans l'exercice de ses missions, d'une quelconque ignorance des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché. Ces documents, bien que non joints au présent marché, sont réputés connus du Titulaire

RAPPEL : Conformément à l'article 1.3 du présent CCAP, relatif au niveau des prestations fournies, il est rappelé que toutes les prestations proposées par le titulaire à un stade quelconque de la procédure ou de la réalisation de l'équipement, et présentant un niveau de performance supérieur à celui du programme, sont réputées acquises par le maître de l'ouvrage.

Pour les prestations présentant un niveau de performance inférieur à celui du programme, ce sont celles du programme qui priment sauf acceptation formelle de l'écart par le maître de l'ouvrage.

De ce fait, toute disposition prévue par un cahier des charges produit par le titulaire et ne répondant pas aux spécifications particulières du programme sera réputée non écrite si elle n'est pas expressément signalée comme telle.

Le maître de l'ouvrage ou son représentant sont réputés avoir les compétences requises pour juger de l'équivalence des performances. Toutefois, leur appréciation repose sur les informations fournies par les titulaires du marché, et ne saurait engager leur responsabilité en cas d'omission ou d'inexactitude des données transmises. Le titulaire demeure pleinement responsable de l'atteinte des performances attendues, et doit mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour garantir la conformité aux objectifs définis.

ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3.1 - Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique la répartition des paiements entre les membres du groupement éventuel.

3.2 - Contenu des prix

Les prix du marché sont établis en euros, hors les taxes à la valeur ajoutée (TVA).

Les prix comprennent toutes les dépenses résultant de toutes les prescriptions du marché y compris toutes les dépenses résultant de la maîtrise de la qualité des « prestations », les charges afférentes à la livraison et installations de l'équipement. Les frais généraux, les droits de brevet et les licences informatiques, assurances, impôts et taxes (excepté la TVA) et assurent au Titulaire les marges pour risques et aléas de toutes natures ainsi que les bénéfices. Ils incluent également ses propres frais d'assurance.

Les prix comprennent tous les frais du titulaire liés à la coordination, l'ordonnancement et le pilotage à l'intérieur du groupement ainsi que la marge pour la défaillance éventuelle d'un cotraitant ou d'un sous-traitant.

Il appartient au titulaire, compte tenu de sa compétence d'homme de l'art, de tenir compte dans son prix global et forfaitaire de toutes les sujétions liées à l'exécution des prestations objet du présent marché et résultant notamment sans que cette liste ne soit exhaustive :

- Des frais liés aux études complémentaires que le titulaire juge nécessaire à l'accomplissement de sa mission
- De toutes les prestations de manutention et stockage, en usine, éventuellement sur sites intermédiaires ainsi que sur le site final de livraison de l'ensemble des fournitures
- De toutes les prestations de transport entre leur lieu de fabrication et le site de livraison,
- De toutes les prestations de réglage et d'essais ;
- Des frais relatifs au fonctionnement et à la gestion des interfaces avec l'ensemble des intervenants du projet pour les sujets en interface avec les fournitures du présent marché,
- De la réalisation d'autres chantiers/projets, du fait ou non du pouvoir adjudicateur, simultanément à l'intervention du titulaire sur site
- Des contraintes de mise à disposition des infrastructures et équipements spécifiques nécessaires au déroulement des prestations du titulaire
- Des dépenses liées à la mise en place des protections des installations et aux opérations de remise en l'état éventuelle,
- Du respect des contraintes d'horaires et de sécurité prévues dans les règlements INRAE,
- Des sujétions liées au respect des prescriptions émises par tout contrôle réglementaire extérieur ;
- Des frais entraînés par l'application de la réglementation en vigueur sur l'hygiène, la sécurité et les conditions de travail ;
- Des frais nécessaires aux tests, essais et épreuves prévus par le présent CCAP ou par le programme (y compris les essais spécifiques)

Le titulaire se tient informé de l'évolution de la législation, de la réglementation et des normes. En cas d'évolution par rapport aux textes qui ont servi de base à l'établissement des prix, le titulaire doit en informer le pouvoir adjudicateur pour convenir avec lui de la prise en compte ou non de cette évolution. Cette information doit être accompagnée d'une analyse des incidences de cette évolution sur les fournitures et prestations du marché.

En l'absence d'initiative du titulaire, celui-ci est réputé avoir intégré cette évolution dans ses prestations et fournitures sans incidence sur le prix de sa rémunération.

3.3 - Règlement des comptes - Travaux en régie

3.3.1 - Rémunération des prestations

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du présent marché sont réglés par un prix global et forfaitaire.

La décomposition de ce prix est établie par le titulaire et sous son entière responsabilité.

Cette décomposition ne sera considérée comme document contractuel que pour les prix d'unité servant à déterminer :

- le règlement de prestation non prévues ayant fait l'objet d'un ordre de service
- le montant des réfections pour imperfections techniques et prestations non réalisées applicables aux quantités concernées.

En aucun cas, la décomposition du prix global et forfaitaire ne pourra servir à donner une indication contractuelle quelconque sur les quantités ou sur la nature des ouvrages et des fournitures à exécuter.

3.3.2 - Dates d'exigibilité des acomptes

Les prestations sont rémunérées à l'avancement, dans la limite des conditions et clés de paiement spécifiques définies dans le tableau ci-après.

Chaque clé de paiement définie ci-après, donnant lieu à facturation, est exprimée en pourcentage du montant de la prestation correspondante telle qu'elle apparaît dans la décomposition du prix global forfaitaire.

Tranche ferme :

Elément de mission/prestation	Fraction maximale exigible en %	Date d'exigibilité de l'acompte	Livrables associés
Phase 1. : Etudes	30%	Fin de la phase d'étude (fin Phase 1)	Cf 0.02.1_Annexe_CCAP
Phase 2. : Fabrication, assemblage, développement et pré-tests	50%	Fin de la phase Fabrication, Assemblage, Développement Pré-tests (Phase 2)	
Phase 3. : Installation, essais, formations, mise en service	20%	Fin de la phase essais, Qualification, Formations et mise en service (fin Phase 3)	

Tranches Optionnelles

Elément de mission/prestation		Fraction exigible	Date d'exigibilité de l'acompte	Livrables associés
TO 1	Fourniture/Installation d'un Analyseur de Gaz Animal et Effluent	100%	A l'issu des phases de test	PV d'admission
TO 2	Fourniture/Installation d'Auges de nutrition avec peson	100%	A l'issu des phases de test	PV d'admission

Prestations Supplémentaires Éventuelles Facultatives

Elément de mission/prestation		Fraction exigible	Date d'exigibilité de l'acompte	Livrables associés
PSEF 1	Fourniture/Installation de stores	100%	A l'issu des phases de test	PV d'admission
PSEF 2	Fourniture/Installation d'un volet de fermeture sur face extérieure	100%	A l'issu des phases de test	PV d'admission

3.3.3 - Modalités du règlement des comptes du marché

Les projets de décompte sont présentés suivant un modèle établi par le maître de l'ouvrage et transmis au mandataire.

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont soumis à la TVA en vigueur au moment de leur liquidation.

Les sommes dues en exécution du marché seront payées par virement administratif dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de réception du décompte par le maître d'œuvre.

En cas de versement d'intérêts moratoires, le taux est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Une indemnité forfaitaire de 40€ correspondant aux frais de recouvrement sera versée en cas de retard de paiement des sommes dues.

Les factures, accompagnées d'un RIB ou RIP, doivent respecter les dispositions des articles 289-0 et 289 du Code Général des Impôts (CGI) et comporter, outre les mentions exigées par l'article 242 nonies A de l'annexe 2 du CGI, les références du marché.

Conformément à la loi n°2014-1 du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro et le mandataire récupère ces dernières qu'il dépose avec son visa dans ce circuit dématérialisé. Une note d'utilisation et de fonctionnement de Chorus Pro sera transmise par INRAE au titulaire en temps utile.

A l'heure actuelle, la transmission par le créancier de sa demande de paiement ne peut être prise en compte par INRAE que par dépôt au format PDF sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>

Conformément aux dispositions de l'article 4.1 du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

S'agissant du projet de décompte final, si les prestations ont fait l'objet de réserves, la date de la décision de levée de réserves sera substituée à la date de notification de la décision de réception comme point de départ des délais ci-dessus.

3.3.4 - Règlement des prestations ou des travaux modificatifs non prévus

Les prestations/travaux en supplément et celle/ceux en déduction au forfait dont la réalisation ou la modification est décidée par ordre de service seront réglés dans les conditions prévues à l'article 23 du CCAG-MI et à l'article 7 du présent CCAP. Le titulaire est tenu de produire, sous 15 (quinze) jours calendaires et sans incidence financière, les devis, justifications et/ou prévisions de prix qui lui seront demandés par la personne publique ou son représentant.

La proposition de prix du titulaire, devra être assortie des décompositions ou sous-détails correspondants, de l'incidence sur les délais, pour permettre de déterminer la rémunération des prestations prévues.

Dans le cas où le titulaire ne fournirait pas de proposition de prix dans le délai imparti, ou en cas de divergence sur ces prix, ou en cas d'urgence dans la réalisation des prestations le maître de l'ouvrage lui notifiera un ordre de service de prestations modificatives ou supplémentaires avec un prix provisoire établi par ses soins.

En complément de l'article 23 du CCAG-MI, lorsque les prestations exécutées atteignent le montant contractuel du marché, le maître de l'ouvrage peut notifier par ordre de service sa décision d'en poursuivre l'exécution jusqu'à un nouveau montant indiqué dans la décision. Si le titulaire n'a pas reçu cette décision dans le délai de dix jours avant la fin du mois au cours duquel le montant des prestations exécutées atteindra la masse contractuelle du marché, et s'il n'a pas non plus reçu, dans le même délai, l'ordre d'arrêter les travaux, le titulaire poursuit les prestations, dans la limite de 5% du montant contractuel. Lorsque les prestations exécutées atteignent ces plafonds, le titulaire en arrête l'exécution. Les prestations qui sont exécutées au-delà des plafonds ne sont alors pas payées.

3.3.5 - Travaux en régie

Sans objet

3.4 - Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3.4.1 - Type de variation des prix :

Les prix sont révisibles suivant les modalités fixées ci-dessous.

3.4.2 - Mois d'établissement des prix du marché :

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres ; ce mois est appelé "mois zéro" ou « mo »

3.4.3 - Choix des index de référence :

Les index de référence, choisis en raison de leur structure pour la révision du prix des prestations, sont les suivants :

Pour les prestations de la phase 1 :

L'indice INSEE retenu est l'indice du coût horaire du travail révisé - tous salariés, ICHTTS

Pour les prestations de la phase 2 :

L'indice INSEE retenu est l'indice de prix de production pour l'ensemble des marchés – A10 BE – Ensemble de l'industrie (identifiant INSEE : 010535587)

Pour les prestations de la phase 3 :

L'indice INSEE retenu est l'indice du coût horaire du travail révisé - tous salariés, ICHTTS

3.4.4 - Modalités de variation des prix :

La révision est effectuée par application de la formule suivante :

Le coefficient de révision « Pn » applicable pour le calcul de l'acompte du mois « n » est donné par la formule suivante :

$$P = P0 \times \frac{(I)}{I0}$$

P : prix révisé HT

P0 : prix initial HT

I : valeur de l'index ou de l'indice de référence à la date de la révision des prix

I0 : valeur de l'index ou de l'indice de référence à la date d'établissement des prix

3.4.5 - Variations des frais de coordination :

Sans objet.

3.4.6 – Révision provisoire :

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier acompte établi postérieurement à la parution de l'index correspondant et au plus tard trois mois après la date à laquelle sont publiées les valeurs de référence.

3.4.7 - Application de la taxe à la valeur ajoutée :

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des sommes versées aux entrepreneurs sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de paiement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements.

Dans le cadre de l'auto liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi aux sous-traitants étrangers payés directement par le maître de l'ouvrage.

3.5 - Paiement des co-traitants

Dans le cadre d'un groupement solidaire : Le mandataire est responsable de la facturation et du paiement des co-traitants. Il émet une facture unique pour l'ensemble du groupement et répartit ensuite les paiements entre les membres.

Dans le cadre d'un groupement conjoint avec mandataire solidaire, chaque co-traitant facture directement sa part des prestations à l'acheteur public. Le mandataire est chargé d'établir le projet de décompte, dont la signature vaut, pour chaque co-traitant, acceptation du montant de l'acompte ou du solde à lui verser directement.

3.6 - Paiement des sous-traitants

3.6.1 - Désignation de sous-traitants en cours de marché :

L'avenant ou l'acte spécial précise tous les éléments relatifs à la sous-traitance.

Il indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- la personne habilitée à donner les renseignements en matière de nantissement et de cession de créances.
- le comptable assignataire des paiements.
- le compte à créditer.

3.6.2 - Modalités de paiement direct :

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement au titulaire du marché ainsi qu'au maître d'œuvre, accompagnée des factures et de l'accusé de réception de son envoi au titulaire.

En application de l'Article R2193-12 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande du sous-traitant pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, au maître d'œuvre et au pouvoir adjudicateur.

Le titulaire adresse sans délai au pouvoir adjudicateur ou à la personne désignée par lui dans le marché une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le pouvoir adjudicateur procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement.

Le point de départ de ce délai est la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé dans le délai de quinze (15) jours mentionné supra. Lorsque le titulaire n'a, pendant ce délai, notifié aucun accord ni aucun refus, le pouvoir adjudicateur procède au paiement du sous-traitant dans le délai de global de paiement dont le point de départ est l'échéance du délai de quinze (15) jours précité.

L'envoi, par le titulaire du marché, d'un projet de décompte précisant les sommes à payer à son ou à ses sous-traitants, accompagné des factures correspondantes, équivaut à l'accord de ce même titulaire sur les sommes revendiquées par ce ou ces sous-traitants.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant. Les sommes présentées par le sous-traitant tiennent compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévus dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Les paiements effectués aux sous-traitants le sont dans la limite des sommes dues au titre du marché, au vu des demandes de paiement visées dans les conditions ci-dessus, ou à défaut au vu des indications portées par le titulaire sur les projets de décompte. Dans le cas où les états de liquidation ne permettraient pas de payer en tout ou partie un sous-traitant dont le droit à paiement direct a été établi, une pénalité égale au montant des intérêts moratoires réglés au sous-traitant sera décomptée sur les sommes dues au titulaire.

Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché ou l'acte spécial, éventuellement modifié par avenant ou acte spécial modificatif, le titulaire est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur une attestation, signée par le sous-traitant et l'entreprise concernée, par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité.

Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements à effectuer à son profit empiète sur le montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, éventuellement modifié.

ARTICLE 4 - DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES – ORDRE DE SERVICE

4.1 - Délai d'exécution des travaux

4.1.1 - Calendrier prévisionnel d'exécution

Le délai d'exécution est fixé à l'article 3 de l'acte d'engagement et dans la pièce 0.04 Planning prévisionnel AO + Travaux.

Le délai d'exécution du marché court à compter de sa notification. Un ordre de service sera établi par le pouvoir adjudicateur et transmis au titulaire via le profil acheteur PLACE

Les faits générateurs du début d'exécution de chacune des phases, sont les suivants :

Phases	Fait générateur
Phase 1 : Etudes	Ordre de Service d'engager la phase « Etudes ».
Phase 2 : Fabrication, assemblage, développement et pré-tests	Ordre de service d'engager la phase « Fabrication ».
Phase 3 : Installation, essais, formations, mise en service	Ordre de service d'installer l'équipement

4.1.2 - Calendrier détaillé d'exécution

Compte tenu du délai écoulé entre la remise de l'offre finale et la notification du marché, le titulaire devra, dans un délai de 15 jours suivant cette notification, élaborer une proposition

de calendrier détaillé d'exécution intégrant les ajustements nécessaires pour la phase de conception et de réalisation.

Cette proposition de calendrier détaillé reprendra les engagements du titulaire tels que précisés sur le calendrier prévisionnel d'exécution établi par le titulaire, remis lors de la consultation et sera complétée, le cas échéant, des éléments relatifs à la mise au point du marché. Cette proposition fera apparaître notamment :

- Le calendrier détaillé des études de conception ainsi que les échéances de remise des documents d'exécution ;
- Les dates et les délais d'approvisionnements, de fabrication en atelier et en usine ;
- Les dates de production notices techniques et procès-verbaux d'agrément ;
- Les dates prévisionnelles de demandes d'agrément des sous-traitants ;
- Les tâches caractéristiques de chaque intervenant réel sur le projet, ainsi que les dates de début et de fin de mission de chacun d'eux (en cas de co-traitance et/ou sous-traitance) ;
- Les enchaînements de l'ensemble des tâches avec les marges de recouvrement tolérées, ainsi que le rattachement graphique entre l'achèvement d'une tâche et le démarrage de la (des) suivante(s) qu'elle conditionne (diagramme de Gantt) ;
- Le ou les chemins critiques de l'opération, avec l'indication des dates de début et de fin de tâches ;
- Les essais et les opérations préalables à la réception,
- Les dates de début et de fin de travaux des ouvrages de raccordement aux différents réseaux existants (électricité, eau, télécommunications, etc.) ou d'autres travaux ou prestations à la charge d'autres prestataires et conditionnant la bonne réalisation de l'ouvrage ;
- Les dates de mise à disposition pour réalisation des différents essais de qualification
- Les dates de début et de fin de toute tâche complémentaire non listée ci-dessus

Après approbation du pouvoir adjudicateur, ce calendrier détaillé d'exécution se substituera au calendrier prévisionnel mentionné à l'article 2 du présent CCAP. Il sera notifié par ordre de service au titulaire et présentera un caractère contractuel.

Au cours du déroulement de l'opération et à la demande du titulaire, le calendrier détaillé d'exécution pourra être modifié. Néanmoins, les modifications du calendrier ne pourront entraîner une prolongation du délai d'exécution prévu dans l'acte d'engagement.

Le calendrier détaillé d'exécution, éventuellement modifié dans les conditions ci-dessus, servira notamment à déterminer les éventuels retards dans l'exécution du marché.

4.2 - Prolongation des délais d'exécution propres aux différents lots

Sans objet

4.3 - Pénalités et retenues

Les pénalités mentionnées dans le présent article s'appliquent sans mise en demeure préalable et sont :

- Forfaitaires,
- Cumulables entre elles,
- Non rattrapables.

Par dérogation aux dispositions de l'article 15.3 du CCAG-MI, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total est inférieur à 1 000 € HT pour l'ensemble du marché.

Par dérogation à l'article 15 du CCAG-MI, et au-delà des pénalités qui y sont prévues, des pénalités supplémentaires et spécifiques pourront être appliquées :

4.3.1. Retard dans la remise des documents en phase études

En cas de dépassement des délais fixés à l'article 3 de l'acte d'engagement puis repris dans le calendrier contractuel détaillé d'exécution des études, une pénalité de 500 € net de taxe par jour calendaire de retard pourra être appliquée.

En cas de non-exécution, dans les délais prescrits, de prestations destinées à lever les réserves dont était assortie l'acceptation d'un élément d'étude, une pénalité de 500 € net de taxe par jour calendaire de retard pourra être appliquée.

4.3.2 - Retard sur le délai d'exécution

Des pénalités journalières de retard s'appliquent en cas de dépassement des délais fixés à l'article 3 de l'acte d'engagement puis repris dans le calendrier détaillé d'exécution ou en cas de non-réponse du titulaire à une demande du maître de l'ouvrage selon les dispositions de l'article 7 du présent CCAP.

Par dérogation à l'article 15 du CCAP MI, le montant de ces pénalités est de 500 € net de taxe par jour calendaire de retard.

4.3.3 - Retard sur le délai de levée des réserves

Des pénalités journalières de retard s'appliquent en cas de dépassement des délais de levée de réserves tel que défini à l'article 12.3 du présent CCAP.

Par dérogation à l'article 15 du CCAP MI, le montant de ces pénalités est de 500 € net de taxe par jour calendaire de retard.

4.3.4 - Retard sur le délai d'intervention sous garantie

Dans le cadre de la garantie, des pénalités journalières de retard s'appliquent en cas de dépassement des délais de levée des désordres tel que défini à l'article 12.6 du présent CCAP.

Par dérogation à l'article 15 du CCAP MI, le montant de ces pénalités est de 300 € net de taxe par jour calendaire de retard.

4.3.5 - Information du maître de l'ouvrage

En cas de non-respect des dispositions de l'article 10.4 du présent CCAP (accident et incident de chantier) et par dérogation à l'article 15 du CCAP MI, le montant de ces pénalités est de 500 € net de taxe par jour calendaire de retard

4.3.6 - Documents remis après exécution des travaux

Passé la date prévue de remise des Dossiers d'Ouvrages Exécutés (DOE) par le titulaire au Maître d'ouvrage, tel que définie au planning, par dérogation à l'article 15 du CCAP MI, une pénalité 500 € net de taxe par jour calendaire de retard sera appliquée, tant que les documents remis ne permettront pas la constitution d'un dossier conforme aux exigences du marché.

4.3.7 - Absence d'un représentant du titulaire à une réunion

Par dérogation à l'article 15 du CCAP MI, une pénalité 300 € net de taxe par jour calendaire de retard sera appliquée pour toute absence du titulaire à une réunion à laquelle il aura dûment été convoqué quel que soit la phase du projet. La représentation du titulaire par une personne non habilitée à l'engager sera assimilée à une absence.

4.3.8 - Pénalités diverses pendant la phase 3

Autres pénalités :

Par dérogation à l'article 15 du CCAP MI, une pénalité sera appliquée en cas :

- Non-respect des prescriptions relatives à l'hygiène, la sécurité et la protection de la santé, à la signalisation générale du « chantier » : une pénalité 300 € net de taxe sera appliquée par infraction constatée et par jour calendaire pour mise en conformité s'il y a lieu (le PPIE INRAE fait partie des documents de référence)
- Travaux sur le domaine public ou privé sans signalisation ou protection efficace : 300 € net de taxe par infraction constatée et par jour calendaire
- Dépôts de matériel, matériaux, en dehors des zones prescrites : 300 € net de taxe par infraction constatée et par jour calendaire
- Retard dans la production de devis relatifs à des modifications de prestations : 300 € net de taxe par jour calendaire
- Retard dans la présentation des échantillons de matériaux et matériels : 300 € net de taxe par jour calendaire
- Une pénalité de 5 000€ net de taxe pourra être appliquée en cas de découverte d'un sous-traitant non déclaré. Une pénalité complémentaire de 300 € net de taxe/jour calendaires pourra être appliquée en cas de non régularisation de la situation du sous-traitant.
- Une pénalité de 300 € net de taxe sera appliquée en cas de non-respect des clauses de sécurisation et de confidentialité des données définies à l'article 16 du présent CCAP.
- Une pénalité de 8.000€ net de taxe sera appliquée dès que le pouvoir adjudicateur est informé par un agent de contrôle de l'inspection du travail de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L 8221-3 et L 8221-5 du Code du travail.

- Le titulaire se voit appliquer une pénalité dès lors que l'équipement est inexploitable plus de 48 heures consécutives, suite à une panne couverte par la garantie applicable au présent marché, et non résolue dans un délai de 72 heures

La pénalité journalière, d'un montant de 500€ par jour, s'applique à chaque jour d'indisponibilité du dispositif d'enceintes métaboliques succédant aux trois premiers jours d'indisponibilité

Le décompte de la période d'indisponibilité commence avec l'envoi du courriel de signalement du pouvoir adjudicateur vers le titulaire, et finit avec la remise à disposition du dispositif d'enceintes métaboliques et le retour du courriel précisant l'objet de la réparation pour historique.

4.3.9 - Cumul des pénalités

Toutes les pénalités objet des articles ci avant sont cumulables.

Le montant total des pénalités ne peut excéder 20% du montant total hors taxes de la tranche considérée du marché.

4.3.10 - Révision des pénalités et exonération

Les pénalités ne sont pas assujetties à la révision des prix.

Par dérogation à l'article 15.3 du CCAG-MI, les pénalités sont dues dès le premier euro.

4.4 - Remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier d'installation sont compris dans le délai d'exécution.

Quinze (15) jours avant la date de réception, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais de l'entrepreneur après mise en demeure par ordre de service sans préjudice, d'une pénalité journalière définie à l'article 4.3 ci-dessus.

4.5 - Délai et retenues pour remise des documents fournis après exécution

4.5.1 – D.O.E

Le Dossier des Ouvrage Exécutés (D.O.E.) devra respecter les exigences définies à l'article 12.4 du présent CCAP. Il devra être remis au Maître d'ouvrage au plus tard le jour des OPR.

4.5.2 – D.G.D

Le titulaire transmet son projet de décompte final au représentant du pouvoir adjudicateur, par tout moyen permettant de donner une date certaine, dans un délai de trente jours à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux. Le Décompte Général et Définitif (D.G.D.) en 3 exemplaires.

4.6 - Ordre de Service

Les ordres de service sont délivrés par le maître de l'ouvrage ou son représentant. Ils sont notifiés au titulaire par le maître de l'ouvrage ou son représentant.

Les ordres de service sont systématiquement écrits, signés, datés et numérotés.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les notifier au maître d'ouvrage ou son représentant, dans un délai de quinze jours, décompté ainsi qu'il est précisé à l'article 3.8.2. du CCAG MI.

ARTICLE 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5.1 - Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 3 % correspondant à chaque acompte est prélevée par marché.

Cette retenue de garantie pourra être remplacée au gré du titulaire par une caution personnelle et solidaire dans les conditions prévues aux articles R2191-36 à R2191-42 du décret n°2018-1075 précité **avant la première demande de paiement**.

La garantie est restituée à la suite d'une mainlevée délivrée par l'Administration dans le mois suivant l'expiration du délai de garantie.

En cas de réserves notifiées et non levées avant la date d'expiration du délai de garantie, la retenue de garantie n'est remboursée ou les personnes ayant délivré leur garantie, libérées, que, au plus tard un mois après la date de levée effective de ces réserves. Le pouvoir adjudicateur doit alors délivrer une main levée pour qu'il soit mis fin à l'engagement de ces organismes ayant délivré leur garantie.

5.2 - Avance

Il est fait application de l'article 12.1 Option A du CCAG MI.

ARTICLE 6 - QUALITE, CONTROLE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Toute spécification technique ne respectant pas les clauses du programme puis de l'offre du titulaire devra être soumise, par le titulaire, à l'accord préalable du maître de l'ouvrage ou de son représentant, selon la procédure définie à l'article 7 du présent CCAP.

La maîtrise d'ouvrage (MOA) dispose de compétences techniques en interne. Ainsi la MOA demandera à être consultée par le titulaire sur les documents et plans lors des études, au regard des exigences du programme, et des préconisations techniques INRAE.

ARTICLE 7 - PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU MODIFICATIVES

Un système de fiches modificatives, fournies par la maîtrise d'ouvrage, sera mis en place afin de compléter les dispositions de l'article 23 du CCAG-MI. Ces fiches pourront être initiées par le titulaire ou par la maîtrise d'ouvrage, en fonction de l'origine de la proposition.

7.1 - Modifications résultant d'une demande du maître de l'ouvrage

Par dérogation à l'article 23 du CCAG-MI, dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception de la demande de modification formalisée par une fiche modificative émise par la maîtrise d'ouvrage, le titulaire adresse au maître de l'ouvrage et le cas échéant à son représentant une proposition de prix accompagnée de tous les éléments justificatifs, tels que plans, fiches produits, fiches techniques, notices techniques explicatives, incidence sur le coût global de l'ouvrage, ainsi que, le cas échéant, une proposition de délai pour la réalisation de cette modification et incidence sur le délai global du marché.

La proposition de prix du titulaire devra également être assortie des décompositions ou sous-détails correspondant, pour permettre de déterminer la rémunération des prestations non prévues.

A défaut de réponse dans ce délai de quinze (15) jours calendaires, il sera fait application des pénalités prévues à l'article 4 du présent CCAP.

7.2 - Modifications résultant d'une proposition du titulaire

A l'initiative du titulaire, toutes propositions de modification du projet par rapport aux pièces contractuelles ou aux pièces ayant fait l'objet de validation de la part du maître de l'ouvrage sont adressées au maître de l'ouvrage, accompagnées:

1. d'une notice explicative donnant les motifs qui conduisent à cette proposition ;
2. de l'estimation détaillée de l'incidence financière (en plus ou en moins) de cette modification ;
3. d'une note présentant l'impact éventuel de ce choix sur les délais.

A réception, le maître de l'ouvrage analysera les conséquences de cette proposition et sa conformité au marché.

A compter de cette date de transmission, le maître de l'ouvrage ou son représentant fait part de sa décision dans un délai de quinze (15) jours calendaires, par ordre de service. Passé ce délai, la proposition est considérée comme refusée.

7.3 - Modalités pratiques

Dans les deux cas, si le titulaire ne fournit pas de proposition de prix dans le délai imparti, en cas de divergence sur ces prix, ou en cas d'urgence dans la réalisation des prestations, le maître de l'ouvrage ou son représentant lui notifiera un ordre de service exécutoire de prestations modificatives ou supplémentaires avec un prix provisoire établi par ses soins.

A l'issue de la notification de chaque ordre de service, une fiche modificative définitive est établie par le maître de l'ouvrage en collaboration avec le titulaire. Elle comporte les éléments suivants (modèle fourni par le maître de l'ouvrage) :

- La nature de la modification et son fait générateur ;
- Le cas échéant, l'incidence financière, avec analyse critique du maître de l'ouvrage et / ou son représentant et le compte-rendu des négociations ;
- La proposition du titulaire du prix provisoire à l'issue de cette analyse ;
- Le cas échéant, l'incidence sur le calendrier contractuel de l'opération.

ARTICLE 8 - PROVENANCE – QUALITE – CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

8.1 - Provenance des matériaux et produits

Sans objet

8.2 - Caractéristiques – Qualités – Vérifications des matériaux et produits

8.2.1– Caractéristiques

Toute spécification technique ne respectant pas les clauses du programme puis de l'offre du titulaire devra être soumise, par le titulaire, à l'accord préalable du maître de l'ouvrage ou de son représentant, selon la procédure définie à l'article 7 du présent CCAP.

8.2.2– Qualités – Vérifications des matériaux et produits

Les études de détail et les descriptifs précisent quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérification ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins du titulaire ou de ses sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes. Ces études préciseront et définiront les points critiques et les points d'arrêt.

ARTICLE 9 – IMPLANTATION DES OUVRAGES

9.1 - Plan général d'implantation

Le plan général d'implantation du matériel (dans son lieu de destination) établi par le titulaire du marché est soumis au visa du maître de l'ouvrage ou de son représentant. Il devra représenter à l'échelle l'ensemble des 4 chambres métaboliques, les équipements connexes dimensionnants et encombrants (armoires, analyseurs, etc...), l'ensemble des liaisons fluides Cfo/Cfa, plomberies, CVC (représentées en unifilaire pour les $\varnothing < 100\text{mm}$, en double trait à dimensions pour les $\varnothing > 100\text{mm}$) et toutes les interfaces avec l'environnement existant. La représentation graphique devra faciliter l'identification des ouvrages créés par le titulaire des ouvrages existants.

9.2 - Piquetage général

Sans Objet

ARTICLE 10 – ORGANISATION, HYGIENE ET SECURITE

Les dispositions du présent article s'appliquent particulièrement durant la phase 3 du marché

10.1 – Salle de réunion

Une salle de réunion pourra être mise à disposition par INRAE aux intervenants du chantier pour tenir les différents rendez-vous nécessités par le déroulement des travaux d'installation.

10.2 – Base Vie

Les installations « base vie » sont à la charge du titulaire. Elles devront se conformer aux dispositions du PGCSPS, aux avis du CSPS.

10.3 – Plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS)

Le projet est soumis aux dispositions des articles L4532-8 et R4532-42 à R4532-51 du code du travail et, à ce titre, est soumis à l'obligation d'établissement d'un plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS).

Les titulaires et chacune des entreprises intervenant sur le chantier devront transmettre au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé l'ensemble des renseignements nécessaires à la mise à jour du PGCSPS défini aux articles R4532-42 à R4532-51 du code du travail. Cette obligation est étendue aux sous-traitants.

Les compléments ou modifications ultérieurs apportés à ce PGCSPS seront portés à la connaissance des contractants.

Le PGCSPS intégrera le cas échéant l'ensemble des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé au fur et à mesure de leur élaboration.

10.4 – Plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (PPSPS)

Le projet est soumis aux dispositions des articles L4532-9, L4532-18 et R4532-57 à R4532-74 du code du travail et, à ce titre est soumis à l'obligation d'établissement et de respect des prescriptions des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (PPSPS), telles que les définissent les articles R4532-56 à R4532-76 du code du travail.

Chacune des entreprises amenées à intervenir sur le chantier (titulaires et sous-traitants), devra soumettre au visa du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé désigné par INRAE, le plan particulier de sécurité et de protection de la santé

correspondant à son intervention, dans un délai de 20 jours calendaires à compter de l'ordre de service prescrivant au titulaire d'entreprendre les travaux fabrication/installations.

Ce délai est ramené à huit jours pour les sous-traitants incorporés au cours du chantier.

10.5 – Plans de prévention d'intervention d'entreprises extérieures

Le projet est soumis aux articles R4511-1 à 4510-10 du code du travail et au décret 92-185. Un plan de prévention INRAE sera à établir conjointement avec la MOA, le CSPS et les entreprises, afin de régir la prévention des risques liés à la coactivité entre les activités du site INRAE et les activités du projet. Une version provisoire du plan de prévention est fournie au DCE (cf pièce 0.05 Plan de prévention provisoire).

10.6 – Pouvoirs du coordonnateur de sécurité et de protection de la santé

Pour l'application de la réglementation du travail, de l'hygiène, de la sécurité et des conditions de travail, de par les textes réglementaires, le coordonnateur de sécurité et de protection de la santé, aura directement autorité sur les entreprises et les travailleurs indépendants. Pour autant, son intervention ne dispense :

- ni la maîtrise d'ouvrage ou son représentant de formuler et d'appliquer les prescriptions qu'elle pourrait être amenée à imposer sous sa propre responsabilité, aux entreprises concernées,
- ni le titulaire de prendre ses propres mesures en la matière pour faire respecter l'ensemble des conditions d'hygiène et de sécurité applicables par les personnels concernés.

Chacune des observations et des injonctions du coordonnateur de sécurité et de protection de la santé, sera consignée dans le registre journal de la coordination tenu à disposition des entreprises et sera immédiatement communiquée au maître de l'ouvrage ou son représentant pour leur information et, s'il y a lieu, pour suite à donner dans leurs domaines de compétences respectifs.

Pour toute préconisation touchant à la définition architecturale et technique de l'opération, le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé devra soumettre la mesure qu'il propose à la décision du maître de l'ouvrage ou son représentant, qui aura seul pouvoir de la faire exécuter par ordre de service.

10.7 – Information du maître de l'ouvrage

Le titulaire a l'obligation d'informer immédiatement dans un délai maximum de douze (12) heures le maître de l'ouvrage de tout incident ou de tout accident survenu sur le « chantier » lors de la livraison, installation et mise en service du matériel.

ARTICLE 11 – APPROBATION DES ETUDES DE CONCEPTION - VISA DES DOCUMENTS D'EXECUTION

11.1 - Généralités

A l'achèvement de chacune des étapes de la phase « Etudes » le titulaire adressera, dans les délais définis à l'article 4 du présent CCAP, l'entièreté des documents au maître de l'ouvrage et à son représentant.

Pendant le délai imparti pour la validation de ces documents, le maître de l'ouvrage pourra être amené à consulter des tiers (utilisateurs par exemple) et pourra demander au titulaire d'assister à des réunions spécifiques.

11.1.1- Documents informatiques :

La transmission des documents devra être conforme aux exigences ci-après :

Lors de chaque phase, les rendus informatiques devront être privilégiés. Les documents informatiques pourront être transmis soit, par CD-Rom (étiqueté), soit par clé USB (étiquetée), via une plateforme de transfert de dossiers numériques lourds ou via un dossier en ligne partagé et administré par le titulaire. Pour les envois type « Wetransfert », INRAE dispose de sa propre plateforme « File Sender ». Cette dernière sera à privilégier.

Les dossiers numériques devront être exempts de tout virus informatique et de tout fichier contenant l'extension « .exe ».





Les formats de fichiers acceptés sont précisés à l'Annexe 0.01.1_RC_Annexe_Cadre de remise candidature et offre

Le format PDF sera à privilégier pour figer les rendus de l'ensemble des documents. Lorsqu'un document est transmis en version native éditable, il devra être systématiquement remis accompagné de sa version figée en PDF.

Chaque dossier de rendu contiendra à la racine :

- un bordereau de remise à retourner signer par la MOA et les autres intervenants à réception,
- la liste des fichiers remis sous forme d'un tableau détaillant :
 - le numéro du document et son indice de révision
 - Pour faciliter le repérage dans les dossiers et le suivi, une codification / nomenclature est à définir conjointement avec la MOA dès le début du marché. Elle sera à respecter tout au long du marché.
 - Le nom du document
 - L'explicitation du contenu
 - Le format (exemple : PDF 12pA3)
 - Les éventuels commentaires
- pour les fichiers DWG, le glossaire des noms des calques utilisés

Chaque dossier de rendu sera organisé à minima de la manière suivante :

-  Pièces écrites
-  Pièces graphiques
-  Bordeaux remise.pdf
-  Liste des pièces.pdf

11.1.2 - Documents matérialisés :

Dans l'éventualité où la remise de certains documents en version papiers ou en matérialisés (CD-Rom / Clé USB) s'avère nécessaire, ces documents seront à transmettre à l'adresse suivante :

INRAE Centre Clermont-Auvergne-Rhône-Alpes
Service Achats Marchés
Opération : Dispositif d'enceintes métaboliques
Site de Theix, 63122 Saint-Genès-Champanelle

11.1.3 – Formalisation :

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché, le titulaire présentera une charte pour :

- la procédure de gestion et de diffusion des documents à l'ensemble des acteurs et des intervenants sur l'opération ; un principe de dossier en ligne partagé, administré par le titulaire est souhaitable ;
- la codification / nomenclature à mettre en place pour l'ensemble des documents et plans (y compris comptes rendus et avis) ;
- la définition du cartouche A4 ou de la page de garde qui identifiera l'ensemble des pièces (graphiques ou écrites) ;
- l'identification des fichiers informatiques ;
- l'organisation et les libellés des calques des fichiers de plan.

Cette charte devra faire l'objet d'une approbation par le maître de l'ouvrage.

11.2 - Approbation des études de conception

Les prestations faisant l'objet du présent marché sont soumises à des vérifications destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations qui y sont prévues.

Le titulaire avise par écrit le maître de l'ouvrage de la date à laquelle les prestations seront présentées en vue de ces vérifications.

Le titulaire est réputé avoir rempli ses obligations s'il a déployé l'effort nécessaire pour obtenir le meilleur résultat possible, en exploitant ses connaissances et son expérience, compte tenu de l'état le plus récent des règles de l'art, de la science et de la technique.

11.2.1 Décisions

A l'issue des vérifications, le pouvoir adjudicateur prononce la réception, l'ajournement, la réception avec réfaction ou le rejet des prestations dans des délais précisés à l'article 6 de l'acte d'engagement.

11.2.2 Réception des prestations

Le pouvoir adjudicateur prononce la réception des prestations si elles répondent aux stipulations du marché. La date de prise d'effet de la réception est précisée dans la décision de réception ; à défaut, c'est la date de notification de cette décision.

11.2.3 Ajournement des prestations

Lorsque le pouvoir adjudicateur juge que les prestations peuvent être rendues conformes aux stipulations du marché moyennant certains compléments, améliorations ou mises au point, il prononce l'ajournement qui est motivé et assorti d'un délai pour parfaire les prestations.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours pour présenter ses observations.

En cas de refus ou de silence du titulaire à l'expiration du délai de quinze jours prévu à l'alinéa précédent ou à défaut d'une nouvelle présentation des prestations dans le délai imparti à cet effet par la décision d'ajournement, le pouvoir adjudicateur prononce soit la réception avec réfaction, soit le rejet des prestations.

Après ajournement des prestations, le pouvoir adjudicateur dispose à nouveau, pour procéder aux vérifications et notifier sa décision, d'un délai de deux mois, à compter de la nouvelle présentation par le titulaire.

Le délai de quinze jours ouvert au titulaire pour présenter ses observations ainsi que le délai qui lui est nécessaire pour représenter les prestations après ajournement ne justifient pas par eux-mêmes l'octroi d'une prolongation du délai contractuel d'exécution des prestations.

11.2.4 Réception avec réfaction

Lorsque le pouvoir adjudicateur juge que les prestations sans satisfaire entièrement aux conditions du marché, peuvent être utilisées en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les recevoir avec réfaction d'un montant déterminé.

Le titulaire dispose de quinze jours pour présenter ses observations ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision de la personne responsable du marché. Si le titulaire formule des observations, la personne responsable du marché dispose ensuite de quinze jours pour notifier une nouvelle décision ; à défaut d'une telle notification, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

11.2.5 Rejet

Lorsque le pouvoir adjudicateur juge que les prestations appellent les réserves telles qu'il ne lui apparaît pas possible d'en prononcer ni l'ajournement ni la réception avec réfaction, il notifie une décision motivée de rejet.

Il est de même lorsque, en l'absence d'obligation de résultats, le titulaire n'a pas rempli les obligations mentionnées au troisième alinéa de l'article 11.2 du présent CCAP.

Le titulaire dispose de quinze jours pour présenter ses observations ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision du pouvoir adjudicateur. Si le titulaire formule des observations, celui-ci dispose ensuite de quinze jours pour notifier une nouvelle décision ; à défaut d'une telle notification, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

En cas de rejet, le titulaire est tenu de rembourser les acomptes déjà perçus.

ARTICLE 12 – CONTROLE ET RECEPTION

La réception se déroulera conformément aux dispositions de l'article 34 du CCAG MI. Le titulaire prévoit l'encadrement, la main-d'œuvre et tous les matériels nécessaires aux essais et à la qualification. Il produit au préalable tous les documents techniques nécessaires au bon déroulement des opérations. Il veille à ce que l'environnement des ouvrages permette des essais fiables.

12.1 - Essais et contrôles des ouvrages

Le titulaire doit apporter au maître de l'ouvrage ou à son représentant, par une attestation d'organisme de contrôle agréé, la preuve qu'il a réalisé les essais et contrôles prévus au programme technique et dans son offre et fournir les résultats obtenus comportant le visa d'organisme de contrôle agréé. Il doit également fournir les études de détail et les descriptifs prévus à l'article 8.2.2 du présent CCAP.

En complément de l'article 32 du CCAG-MI, les essais et vérifications seront effectuées comme suit :

Avant réception :

- sous la direction du contrôleur technique désigné par le maître de l'ouvrage, il sera procédé à la vérification initiale des installations électriques conformément aux dispositions du règlement de sécurité et du Code du travail ;
- tel que défini au PFD, en concertation entre le titulaire et le maître de l'ouvrage ou son représentant, il sera procédé :
 - aux essais spécifiques relatif au climat contrôlé dans l'enceinte climatique,
 - à la qualification de l'installation par un organisme tiers

A ce titre, deux catégories de tests sont identifiées :

12.1.1- à l'initiative et sous la responsabilité du titulaire :

Le rapport d'essai devra comporter le protocole de l'essai, les fiches d'autocontrôle de l'entrepreneur et précisera les performances contractuelles et les performances constatées. Il comportera également, le cas échéant, l'ensemble des plans, documents, note de calcul, documentations fournisseurs, notice d'exploitation et maintenance, certificat et rapport de mise en service ...etc.

Toutes autres procédures de contrôle à l'initiative du titulaire seront proposées à la validation du maître de l'ouvrage

12.1.2 - à l'initiative du maître de l'ouvrage et en concertation avec le titulaire

Les tests et la qualification, réalisés par un organisme tiers, doivent se dérouler dans la période précédant les opérations préalables à la réception (OPR) et se feront en concertation avec le titulaire :

L'ensemble des tests, essais ou vérifications fera l'objet d'un rapport rédigé par le titulaire et remis au maître de l'ouvrage ou à son représentant en vue d'une validation contradictoire du résultat obtenu.

La liste des tests, essais ou vérification présentée au programme technique n'est pas exhaustive et ne le dispense pas des essais, tests et autocontrôle à mettre en œuvre

préalablement aux opérations préalables à la réception afin de s'assurer de l'atteinte des objectifs et des performances fixées au programme et définis tout au long des différents phases d'études.

La MOA mandatera une qualification qui sera réalisée par un organisme tiers, chargé de rédiger les protocoles. Cette qualification s'appuiera sur des procédures de test rigoureuses, détaillant les états de vérification ainsi qu'un listing des non-conformités (PUNCH LIST).

12.2 - Opérations préalables à la réception

Par dérogation à l'article 34 du CCAG-MI, les opérations de réception seront précédées d'opération préalables à la réception (OPR). Elles s'effectueront de la façon suivante :

Les opérations préalables à la réception ne peuvent avoir lieu qu'après l'achèvement complet des travaux d'installation, des paramétrages et des essais internes réalisés par le titulaire, ainsi qu'après la qualification mandatée par l'INRAE.

Le titulaire avise, par écrit, le maître de l'ouvrage ou son représentant, de la date prévisionnelle d'achèvement de l'ensemble des prestations de réalisation en précisant le calendrier des OPR, le cas échéant, la date à laquelle les matériels concernés seront opérationnels et en proposant un circuit de vérification.

En conséquence, le maître de l'ouvrage ou son représentant notifie au titulaire la date à laquelle doivent avoir lieu les opérations préalables à la réception.

Le titulaire est responsable de l'organisation et du déroulement des opérations préalables à la réception et de la proposition de réception des prestations concernées par la présente opération. Les opérations préalables à la réception seront menées en association avec le maître de l'ouvrage ou son représentant.

Les opérations préalables à la réception comportent notamment :

- la reconnaissance des ouvrages exécutés, y compris la bonne exécution des prestations d'aménagements ;
- les épreuves, essais, tests et vérifications prévues par le présent marché ;
- la constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues au marché ;
- la constatation éventuelle d'imperfections ou malfaçons ;
- la constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des terrains et des lieux ;
- la validation par la MOA des essais définis à l'article 12.1.1 du présent CCAP.
- la validation des résultats de qualification effectuée conjointement par la MOA et le titulaire.

Ces opérations sont diligentées par le maître de l'ouvrage ou de son représentant, avec l'assistance du titulaire.

Le maître de l'ouvrage ou son représentant vérifie si les prestations sont conformes aux prescriptions des pièces du marché quant à la définition des ouvrages, équipements, installations et des performances attendues.

Le maître d'ouvrage ou son représentant procède sur-le-champ à l'établissement d'un procès-verbal.

12.3 - Réception et levée des réserves

La réception ne pourra être prononcée qu'après :

- achèvement des travaux,
- achèvement et validation de la qualification (validations des performances attendues par réussite aux tests et mesures prévues)

=> c'est-à-dire lorsque les ouvrages sont propres à leur destination et leur exploitation.

Au même titre que pour les OPR, le titulaire du groupement est chargée :

- de l'organisation de la réception des travaux et des visites induites
- d'établir conjointement avec la MOA la liste des réserves à réception, sur la base de la liste des réserves OPR. Cette liste, soumise et validée par la MOA sera jointe au PV de réception, assortie d'un délai pour la levée des réserves
- de la gestion de la levée des réserves à réception, tout en respectant les exigences de fonctionnement de l'équipement.

Le titulaire devra rendre compte mensuellement de l'avancée de levées de réserve.

Le titulaire met tout en œuvre pour faire procéder à la levée des réserves dont est éventuellement assortie la décision de réception. Il contrôle le programme de levée des réserves, ainsi que la mise au point des notices d'entretien destinées aux exploitants.

Le délai laissé au titulaire pour exécuter les prestations non effectuées ne pourra pas excéder 1 mois.

NOTA : Dans l'éventualité où tout ou partie des tests de qualification sont hors des performances et tolérances attendues, le titulaire devra procéder aux reprises nécessaires (réglages, équipements ou ouvrages), et faire réaliser à sa charge de nouveaux tests de qualifications. Ce jusqu'à atteinte des performances et tolérances attendues au programme.

12.4 - Documents fournis après exécution

En fin d'exécution des prestations, le maître d'ouvrage doit disposer, pour sa prise de possession découlant de leur réception, du dossier des ouvrages exécutés (DOE) dans sa totalité. Ce dossier doit être constitué par le titulaire du groupement sur la base des ouvrages réalisés et installés in-situ.

Le titulaire du groupement doit effectuer un véritable travail de contrôle pièces et de constitution du DOE avant remise au maître d'ouvrage. Un dossier complet, homogène et structuré, sur des supports exploitables et durables (PDF et DWG) est attendu.

Contenu et présentation du dossier des ouvrages exécutés (DOE) (liste ci-dessous non exhaustive) :

- un sommaire détaillé listant l'ensemble des documents qui constituent le D.O.E., en reprenant la codification des documents établis en début de marché,
- les plans conformes à l'exécution en papier et versions électroniques (PDF & DWG),
- l'ensemble des plans DWG.
- les notices techniques descriptives (le cas échéant),
- les notices d'utilisation (le cas échéant),
- une notice d'entretien (le cas échéant),

- les schémas de principe (le cas échéant),
- les schémas de fonctionnement (le cas échéant),
- une notice descriptive du contrat d'entretien en mentionnant le caractère obligatoire ou facultatif de la souscription de ce contrat d'entretien (le cas échéant),
- les PV et rapports d'essais (le cas échéant).

Toutes les pièces du D.O.E. seront numérotées, en repartant de la codification établie en début de marché.

Si le dossier à remettre au moment de la réception des ouvrages présente des insuffisances constatées par le maître de l'ouvrage ou son représentant (documents inexistantes et/ou incomplets sur le fond et/ou la forme), celui-ci prononcera la réception avec réserve.

Conformément aux stipulations de l'article 48 du CCAG-MI, et en cas de non-respect des clauses du marché quant à la remise de ce dossier au moment de la réception des ouvrages (insuffisances constatées par le maître de l'ouvrage sur le fond et/ou la forme), le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité de faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire défaillant et d'appliquer les pénalités prévues à l'article 4.3.5 du présent CCAP.

12.5 - Garantie

Conformément aux dispositions de l'article 36 du CCAG-MI, les prestations font l'objet d'une garantie minimale de un (1) an.

La garantie engage le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer ou faire effectuer à ses frais, sur simple demande du maître de l'ouvrage, toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution ou de fonctionnement des équipements et installations techniques.

12.6 - Suivi de la garantie

La gestion contractuelle de la garantie se fera au travers des deux outils ci-après :

- le cahier de suivi de garantie ;
- la visite de fin de délai de garantie.

12.6.1– Le cahier de suivi de garantie

Il comportera trois rubriques :

- Le constat du désordre et date de constatation ;
- Le descriptif des travaux correctifs à réaliser ;
- Le constat d'exécution des travaux correctifs.

Le titulaire désignera nominativement une personne chargée de coordonner l'action des intervenants pour la reprise des désordres et de reporter sur le cahier de suivi de garantie les observations formulées par les utilisateurs.

Les désordres relevant de la garantie devront être levés sous quinzaine au plus tard à compter de la date de communication au titulaire. Selon le type des désordres, il pourra être convenu d'un délai supplémentaire.

Le représentant désigné par le titulaire s'assure du bon déroulement de la procédure en organisant une réunion sur site à laquelle le maître de l'ouvrage ou son représentant, les utilisateurs. A chaque visite, le titulaire procède contradictoirement avec le maître de l'ouvrage ou son représentant au constat du traitement des imperfections et malfaçons. La démarche ainsi décrite est, chaque fois que nécessaire, renforcée par des actions ponctuelles, destinées à régler des problèmes particuliers ou urgents.

12.6.2– Visite de fin du délai de garantie

Cette visite constitue l'aboutissement de la procédure de gestion de la garantie engagée avec le cahier de suivi de garantie. Le maître de l'ouvrage et son représentant organise une visite finale de suivi de garantie.

Elle réunit le titulaire, le maître de l'ouvrage et son représentant, l'exploitant et les différents intervenants. Au cours de cette visite est établi conjointement un constat de l'ensemble des désordres et dysfonctionnements qui subsistent à la date considérée. Ce constat reprend l'ensemble des défauts signalés par le biais du cahier de suivi de garantie et qui n'auraient pas reçu de traitement satisfaisant, ainsi que les défauts plus récents et non encore consignés dans ce cahier. La visite de parfait achèvement fait l'objet d'un procès-verbal établi par le maître de l'ouvrage ou son représentant.

Ce procès-verbal est notifié au titulaire. En cas de réserves non levées, le titulaire est mis en demeure de remédier aux défauts signalés dans un délai maximal déterminé, en général non inférieur à quinze jours et non supérieur au nombre de jours séparant la mise en demeure de la date de fin de garantie de période de garantie. A défaut, le délai garantie sera prolongé d'autant, et les pénalités prévues à l'article 4.3.3 seront appliquées.

ARTICLE 13 – RESILIATION DU MARCHÉ

Le pouvoir adjudicateur peut prononcer la résiliation du marché conformément aux dispositions prévues par les articles 41 à 46 du CCAG-MI.

ARTICLE 14 – RESPONSABILITES ET ASSURANCES

14.1 - Préambule

D'une façon générale, le titulaire assume, dès la signature du marché, les responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

Le titulaire est responsable de tous dommages résultant de ses actes, de ses biens et des personnes dont il est responsable, notamment de ses sous-traitants, que ces dommages surviennent en cours d'exécution des travaux ou après l'achèvement de ceux-ci.

14.2 - Assurances

Le titulaire s'engage à fournir :

- au plus tard à la date de début d'exécution des prestations, une attestation d'assurance de responsabilité civile de droit commun, valable dès le début de l'exécution du marché jusqu'à la fin des garanties contractuelles.

il est bien précisé que l'attestation RC Entreprise que le titulaire s'engage à produire devra être délivrée spécifiquement au marché, émaner de sa Compagnie d'Assurances, et mentionner au minimum :

- l'identité de la compagnie d'assurances ;
- les numéros, type et date d'effet du contrat ;
- la période de validité de la police;
- l'adresse d'installation du matériel le montant total de l'opération ;
- la nature du contrat « Dialogue Compétitif » ;
- les garanties accordées et leur montant ;
- les différentes franchises prévues ;
- la nature des activités garanties ;
- l'abrogation de la règle proportionnelle ;
- la mise à jour du paiement de la prime.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à la charge du titulaire. Dans ce cas, aucun règlement ne sera effectué par le maître de l'ouvrage au titulaire tant qu'une telle assurance complémentaire n'aura pas été souscrite et réglée par le titulaire.

Le titulaire s'engage :

- à fournir périodiquement, et au moins au cours du 1er trimestre de chaque année du marché, une attestation RC de droit commun ;
- à notifier au maître de l'ouvrage toutes modifications affectant son / ses contrat(s) d'assurances (nature et montants des garanties, assureurs, etc...) ainsi que tout fait de nature à provoquer la suspension ou la résiliation des garanties ;
- à justifier, sur simple demande du maître de l'ouvrage, et à tout moment du paiement de ses primes d'assurances, ainsi que de celles de ses sous-traitants (y compris le cas échéant celui correspondant à la souscription de l'assurance complémentaire (visée ci-dessus en cas d'insuffisance de couverture).

Par ailleurs, Le titulaire est tenu, **tous les 6 mois** à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution des travaux, de transmettre au pouvoir adjudicateur les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D 8 2227-7 du Code du travail.

Le maître de l'ouvrage pourra suspendre les règlements si ces différents justificatifs ne sont pas produits.

La fourniture des justificatifs et l'engagement formel et écrit de se soumettre aux différentes obligations imposées ci-avant, constituent un préalable au paiement du premier acompte demandé.

Le non-respect de ces obligations en cours de l'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître de l'ouvrage, sans indemnisation.

ARTICLE 15 – UTILISATION DU RESULTAT DES ETUDES REALISEES DANS LE CADRE DU MARCHE

15.1 - Droits du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage peut :

- reproduire, publier et utiliser les résultats (consistant en des documents préparatoires, tels que plans, études préalables ou spécifications, pour la mise en œuvre des besoins auxquels ils répondent) et ce en mentionnant le titulaire;
- communiquer et faire évaluer par tout tiers à tout moment les résultats, notamment les dossiers d'études, rapports d'essais, documents et renseignements de toute nature provenant de l'exécution du marché ;
- pouvoir procéder aux opérations d'archivage public ;
- permettre à tout service au sein de la même personne morale que l'acheteur de pouvoir utiliser les résultats dans les mêmes conditions et finalités d'utilisation
- transférer les droits sur les résultats à tout tiers bénéficiaire d'un transfert de compétences de l'acheteur.
- assurer ou faire assurer par tout tiers l'évolution de tous résultats, en ce compris réaliser ou faire réaliser par tout tiers, la maintenance (corrective, préventive, adaptative et évolutive) des résultats consistant et des logiciels ;

15.2 - Droits du titulaire

Le titulaire ne peut faire aucun usage commercial des résultats des prestations sans l'accord préalable du maître d'ouvrage. Le titulaire ne peut communiquer les résultats des prestations à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, qu'avec l'autorisation du maître d'ouvrage.

La publication des résultats par le titulaire doit recevoir l'accord préalable du maître d'ouvrage; sauf stipulation contraire de cet accord, la publication doit mentionner que l'étude a été financée par le maître d'ouvrage.

15.3 - Inventions, connaissances acquises, méthodes et savoir-faire

Le maître d'ouvrage n'acquiert pas du fait du marché la propriété des inventions nées, mises au point ou utilisées à l'occasion de l'exécution du marché, ni celle des méthodes ou du savoir-faire.

Le titulaire est tenu de communiquer au maître d'ouvrage, à la demande de ce dernier, les connaissances acquises dans l'exécution du marché, que celles-ci aient donné lieu ou non à dépôt de brevet.

Le maître d'ouvrage s'engage à considérer les méthodes et le savoir-faire du titulaire comme confidentiels, sauf si ces méthodes et ce savoir-faire sont compris dans l'objet du marché. Les titres protégeant les inventions nées, mises au point ou utilisées à l'occasion de l'exécution du marché ne peuvent être opposés au maître d'ouvrage pour l'utilisation des résultats des prestations.

15.4 - Garanties

Le titulaire garantit le maître d'ouvrage contre toutes les revendications des tiers relatives à l'exercice de leurs droits de propriété littéraire, artistique ou industrielle, à l'occasion de l'exécution des prestations et de l'utilisation de leurs résultats, notamment pour l'exercice du droit de reproduire. Cette garantie est toutefois limitée, sauf stipulation différente du marché, au montant hors TVA du marché.

De son côté, le maître d'ouvrage garantit le titulaire contre les revendications des tiers concernant les droits de propriété littéraire, artistique ou industrielle, les procédés ou les méthodes dont elle lui impose l'emploi.

Dès la première manifestation de la revendication d'un tiers contre le titulaire ou le maître d'ouvrage, ceux-ci doivent prendre toute mesure dépendant d'eux pour faire cesser le trouble et se prêter assistance mutuelle, notamment en se communiquant les éléments de preuve ou les documents utiles qu'ils peuvent détenir ou obtenir.

Si le titulaire ne respecte pas les obligations du présent article, il s'expose à la résiliation du marché en application des mesures prévues à l'article 13 du présent CCAP.

ARTICLE 16 - OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE ET DE DISCRETION

Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, de ses sous-traitants et de ses fournisseurs, titulaires, ou consultés, à une obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, fichiers, études, documents et décisions dont il a eu ou aura connaissance durant l'exécution du marché, dont la divulgation serait préjudiciable à la sécurité ultérieure de l'ouvrage. **A priori, et sauf instruction contraire du maître d'ouvrage, tous les documents et informations sont réputés confidentiels.**

Le titulaire s'engage donc à respecter les obligations suivantes :

- s'interdire toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise ou diffusion de documents à des tiers sans l'accord préalable du maître d'ouvrage;
- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles strictement nécessaires à l'exécution du marché, sans l'accord préalable du maître d'ouvrage;
- ne pas utiliser les documents et informations communiquées à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
- prendre toutes mesures de sécurité pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent contrat, via notamment l'emploi d'armoires fortes, de mise sous alarme et de gardiennage des locaux ;
- **signaler au maître d'ouvrage, dans les 24 heures suivant la constatation de l'incident, toute défaillance de ce dispositif** (perte ou vol de documents dont le caractère secret lui aura été notifié ou intrusion malveillante dans le système informatique);
- procéder, en fin de contrat, à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf instruction contraire du maître d'ouvrage.
- remettre au maître d'ouvrage une attestation de destruction desdits fichiers.
- le maître d'ouvrage se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées.

En cas de non-respect des dispositions précitées, et indépendamment des pénalités et sanctions prévues aux articles 4 du présent CCAP, la responsabilité du titulaire pourra également être engagée sur la base des dispositions de l'article 226-13 du Code pénal.

ARTICLE 17 – CLAUSE DE REEXAMEN

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'acheteur d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché.

Les surcoûts pris en charge par l'acheteur peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées par les documents particuliers du marché ou dans l'avenant conclu en application du présent article.

ARTICLE 18 - PRECISIONS ET DEROGATIONS AU CCAG-MI

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG-MI, le présent CCAP n'établit pas la liste des articles du CCAG-MI auxquels il est dérogé.

Fait à Theix (63122), le 10/07/2025